

LETTRE OUVERTE

([versão em português](#), [english version](#), [versión española](#), [deutsch version](#))

Madame la Présidente de la République, Dilma Vana Rousseff,

Représentants d'organisations de la société civile brésilienne, latino-américaine et internationale, nous demandons par cette lettre que le gouvernement brésilien réponde publiquement à la demande d'asile faite par Edward Snowden, au vu du vaste mouvement de soutien exprimé par la société. Le Brésil est le pays qui ressort le plus grand par les révélations de Snowden sur la stratégie d'espionnage cybernétique de l'Agence Nationale de Sécurité (NSA) étasunienne sur des données secrètes et privées d'autres Etats - dont vos propres données, Madame la Présidente, et celle de l'entreprise publique Petrobras.

En vous positionnant ouvertement et frontalement contre cette stratégie lors de votre discours à l'ONU, vous avez non seulement gagné une vaste notoriété internationale, mais ouvert aussi un nouveau débat autour de la gouvernance mondiale de l'Internet en recevant le NETMundial – premier événement participatif, multilatéral et multisectoriel de l'histoire sur le sujet. En outre, grâce aux campagnes et mobilisations que le scandale a suscité, le Congrès National a pu obtenir l'adhésion politique nécessaire pour approuver la loi du «Marco Civil» de l'Internet, un des textes les plus avancés au monde en matière de garantie des droits liés à l'Internet, en débat depuis 7 ans.

Durant le NETMundial, du 22 au 24 avril derniers, des dizaines de représentants du gouvernement brésilien et d'organisations ont loué le courage d'Edward Snowden. Le ministre-secrétaire général de la Présidence de la République, Gilberto Carvalho, a même affirmé que « si notre ami Snowden n'avait pas été là, avec tout ce qui s'est enchaîné suite à ses dénonciations, nous ne serions certainement pas là maintenant », c'est-à-dire, avec le Marco Civil adopté et menant la construction de cette nouvelle gouvernance.

Le NETMundial a été une initiative importante pour repenser un nouvel ordre international tourné vers le dialogue et la coopération, et pour rompre avec l'actuelle hégémonie des Etats-Unis. Malgré l'importance de l'événement, de nombreux points restent insuffisants dans le document final, en particulier la lutte contre l'espionnage. Par manque de consensus ou de détermination, le texte se limite à rappeler le respect des droits de l'homme, sans dispositions contraignantes.

Ainsi, le Brésil se trouve maintenant devant un choix et nous considérons que sa place au niveau international dans la construction de la gouvernance de l'Internet est directement liée à sa position face à la demande d'asile d'Edward Snowden.

Cette demande au Brésil est chaque jour davantage soutenue par la population. Plus d'un million de personnes du Brésil et d'ailleurs ont signé la pétition publiée sur le site d'Avaaz, un important réseau mondial de mobilisation par Internet. Ceci met en avant la participation et le soutien populaire à une décision, qui ne sera pas simplement celle d'un gouvernement, mais bien d'une large part de la société brésilienne. S'il l'on considère aussi l'actuel contexte sociopolitique brésilien et l'urgence de

réaliser de réelles réformes dans le pays, l'offre d'asile à Edward Snowden sera positivement accueillie par les Brésiliens.

Rappelons, de plus, qu'il existe une tradition diplomatique au Brésil de ne pas refuser l'asile politique, comme pour l'italien Cesare Battisti, accusé de terrorisme,

Il est aussi fondamental que le gouvernement brésilien considère les potentialités d'une coopération avec Snowden dans la mesure où il a déjà exprimé publiquement sa disponibilité pour aider le Brésil à enquêter sur l'espionnage des Etats-Unis, enjeu important pour le pays.

Voici presque un an qu'Edward Snowden a demandé asile au Brésil, comme il l'a fait auprès de 20 autres pays. Alors que la plupart des pays ont d'ores et déjà communiqué leur réponse, négative, et qu'Edward Snowden a réitéré sa demande le 4 juin dernier dans un entretien télévisé, le Brésil continue d'affirmer qu'il n'a pas reçu de demande officielle. Or son visa en Russie expire fin juillet.

Comme le ministre Gilberto Carvalho l'a affirmé le 23 avril lors du NETMundial à São Paulo, nous exigeons, pour toutes ces raisons, que le gouvernement brésilien communique officiellement et publiquement à Edward Snowden la position du Brésil quant à sa demande d'asile.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente de la République, l'expression de notre profond respect.

Organisations signataires :

[Internet Sans Frontières](#) – ISF (Internationale)

[Fórum Nacional pela Democratização da Comunicação](#) – FNDC

[Acceso Libre](#) (Venezuela)

[Actantes](#)

[Article 19](#) (Internacional)

[Associação Brasileira de Radiodifusão Comunitária](#) - ABRAÇO Nacional

[Associação das Rádios Públicas do Brasil](#) – ARPUB

Associação Internacional de Comunicação Compartilhada – COMPAS (Internationale)

Associação Nacional das Entidades de Artistas e Técnicos em Espetáculos de Diversões – ANEATE

[Associação Mundial de Rádios Comunitárias](#) – AMARC

[AVAAZ](#) (Internationale)

[Casa de Lua](#)

[Central dos Trabalhadores e Trabalhadoras do Brasil](#) – CTB

[Central Única dos Trabalhadores](#) – CUT

[Centro de Cultura Luiz Freire](#)

[Centro de Estudos da Mídia Alternativa Barão de Itararé](#) - Barão de Itararé

Centro de Cidadania e Defesa dos Direitos Humanos Dorothy Slang

[Cívico](#)

[Clube de Engenharia Brasil](#)

[Coletivo Digital](#)

[Consulta Popular](#)

[Confederação Nacional dos Trabalhadores em Estabelecimentos de Ensino](#) – CONTEE

[Confederação Nacional dos Trabalhadores no Comércio e Serviços](#) – CONTRACS

[Conselho Federal de Psicologia](#) – CFP
[Conselho Indigenista Missionário](#) - CIMI
[Federação Interestadual dos Trabalhadores em Radiodifusão e Televisão](#) – FITERT
[Federação Nacional dos Jornalistas](#) – FENAJ
[Federação Interestadual dos Trabalhadores em Telecomunicações](#) – FITTEL
[Fora do Eixo](#)
[Fórum de Transparência, Participação e Controle Social](#)
[Grupo de Estudos de Software Livre da Poli-USP](#) - PoliGNU
[Instituto Bem Estar Brasil](#)
[Instituto Brasileiro de Defesa do Consumidor](#) – IDEC
[Instituto Mais Democracia](#)
[Instituto Mãos Limpas Brasil](#)
[Intervozes - Coletivo Brasil de Comunicação Social](#)
[Juntos!](#)
[Laboratório de Educomunicação Comunitária da Viração](#) – Viração
[Levante Popular da Juventude](#)
[Marcha Mundial das Mulheres](#) – MMM
[Mídia NINJA](#) - Narrativas Independentes, Jornalismo e Ação
[Movimento dos Atingidos por Barragens](#) – MAB
[Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra](#) – MST
[Movimento Mega](#)
[Movimento Nacional de Rádios Comunitárias](#) - MNRC
[Núcleo Piratininga de Comunicação](#) – NPC
[Partido Pirata do Brasil](#)
[Rede Desabafo Social](#)
[Rede Internacional de Comunicação Compartilhada](#) – CIRANDA (Internationale)
[Rede Nacional de Adolescentes e Jovens Comunicadores](#) - RENAJOC
[Rede Nacional dos Observatórios de Imprensa](#) – RENOI
[Reporters Sans Frontières](#) – RSF (Internationale)
[Sindicato dos Jornalistas Profissionais do Distrito Federal](#)
[Software Livre Brasil](#)
[SOS Corpo](#)
[Transparência Hacker](#)
[União Brasileira de Mulheres](#) – UBM
[União Brasileira dos Estudantes Secundaristas](#) – UBES
[União da Juventude Socialista](#) – UJS
[União Latina de Economia Política da Informação, da Comunicação e da Cultura, Seção Brasil](#) – ULEPIC
[União Nacional dos Estudantes](#) – UNE
[União de Negros pela Liberdade](#) - UNEGRO